

LETTRE OUVERTE

Adressée à Jean Castex

Monsieur,

La Fédération SUD-Rail prend acte de votre nomination proposée par Emmanuel Macron au poste de Président-Directeur Général de la SNCF. Votre arrivée à la tête du premier groupe ferroviaire français intervient dans un contexte social particulièrement dégradé, marqué par une colère légitime des cheminotes et cheminots, comme en témoigne la forte participation aux trois journées de mobilisation citoyenne et syndicale de ces dernières semaines. Mais également l'ouverture à la concurrence qui s'amplifie, le plan de discontinuité de Fret SNCF qui se déroule.

Cette colère résulte directement des politiques d'austérité gouvernementales, dont vous avez fait partie, qui se déclinent dans le groupe SNCF, du démembrement de notre entreprise publique qui entraîne la perte de l'unité sociale cheminote, et de la privatisation rampante qui frappe notre service public ferroviaire. Ces attaques systémiques contre la SNCF et ses agent-es ne peuvent plus durer. Si vous souhaitez véritablement apaiser ce climat social qui ne cesse de se dégrader et renouer le dialogue, il vous faudra rapidement rompre avec les politiques libérales à l'œuvre dans les différentes sociétés anonymes du groupe. Il vous faudra surtout prendre des mesures concrètes et immédiates pour satisfaire les revendications légitimes des cheminotes et cheminots, que nous portons depuis des années sans obtenir de réponses satisfaisantes de la part des précédentes directions.

Nous exigeons l'abandon définitif du processus de filialisation et de sous-traitance à outrance qui morcelle notre entreprise et affaiblit l'unité sociale des cheminots. Cette exigence comprend impérativement la réintégration

dans SNCF de toutes les activités externalisées et des filiales créées artificiellement pour contourner le statut du cheminot et les règles du service public. La première mesure que nous ordonnons est la réouverture de véritables négociations, sous votre autorité, concernant les garanties sociales des salarié-es transféré-es dans les filiales.

D'ici à la fin de l'année, la tenue de négociations salariales pour 2025 est une urgence absolue, d'autant que la SNCF a réalisé des bénéfices records de près d'un milliard d'euros sur le seul premier semestre. Cette négociation salariale devra impérativement se dérouler sur la base d'une augmentation générale en somme uniforme de 400 euros, accompagnée de la revalorisation de toutes les primes de travail pour reconnaître enfin la technicité et la pénibilité de nos métiers.

La réouverture immédiate de discussions sur la pénibilité, comme promis par votre prédécesseur, afin de reconnaître réellement les conditions de travail éprouvantes des cheminot.es et d'apporter de la cohérence et de l'équité en matière de traçabilité, de prévention et de compensation.

Alors que la société revendique toujours plus de justice sociale et d'aménagement de territoire, un véritable plan de ré-humanisation des trains et des gares doit être mis en œuvre immédiatement, avec un plan d'embauche ambitieux pour répondre à la demande croissante des usagers. Ce plan débiterait sans délai par l'embauche immédiate et définitive de tous les agents en CDD et intérimaires qui assurent aujourd'hui la continuité du service public.

Ce plan emploi permettra également de travailler concrètement sur l'amélioration des conditions de travail qui se dégradent continuellement au fur et à mesure des plans d'économie successifs. Les questions de prévisibilité des plannings, de respect scrupuleux de la réglementation et des accords signés, ainsi que l'investissement massif dans les locaux de coupure et les foyers constituent des exigences non négociables pour les cheminotes et cheminots que nous représentons.

Nous attendons du nouveau PDG de la SNCF une implication réelle et courageuse pour garantir le financement public pérenne du réseau ferroviaire français. Il faut absolument une loi de programmation pluriannuelle qui garantisse le financement durable des infrastructures ferroviaires par l'État, tant pour la maintenance que pour la modernisation du réseau. L'arrêt immédiat du système de fonds de concours exigé par l'État s'impose, car ce mécanisme pervers ne fait qu'accélérer les réorganisations destructrices, les suppressions d'emplois et la réduction des investissements, au détriment des cheminotes, des cheminots et des usagers du train. Ce ne sont pas aux travailleuses et travailleurs du rail de payer l'austérité budgétaire imposée par les choix politiques néolibéraux du gouvernement.



Le développement du fret ferroviaire public doit être relancé avec des investissements massifs pour atteindre l'objectif écologique de doublement de la part modale du transport de marchandises par le rail. Vos critiques très vives du plan de discontinuité qu'a subi Fret SNCF, lors de vos auditions parlementaires, doivent être suivies de mesures concrètes. Nous demandons, l'arrêt immédiat de ce plan, cela passe par le refus de vendre les biens immobiliers, les locomotives, le refus de l'ouverture du capital de RLE et enfin la possibilité pour Hexafret de pouvoir se positionner dès aujourd'hui sur le marché du train combiné, à commencer par le Perpignan/Rungis.

Lors de vos auditions, vous êtes longuement revenu sur les conditions d'ouverture à la concurrence qui doivent être équitables entre opérateurs. Or ce n'est clairement pas le cas pour les SLO. En effet, non seulement nos concurrents bénéficient de ristournes sur les péages et ce bien au-delà de ce que prévoit la loi, ne contribuent pas à alimenter le fonds de concours, mais en plus, ils se positionnent uniquement sur les lignes ferroviaires rentables, en oubliant au passage de desservir les gares qui ne le sont pas. Ainsi, ils laissent TGV SNCF le faire seul, alors même que cette activité ne bénéficie d'aucun financement pour le faire. Cette anomalie du marché, pointée dès 2018, par le rapport Spinetta, n'a toujours pas été réglée par la conférence Ambition France transports de 2025.

Le maintien et le développement de toutes les dessertes TER et Intercités constituent également une priorité absolue, y compris sur les lignes considérées comme «non rentables» par la logique comptable, mais essentielles pour répondre à la crise écologique et climatique ainsi qu'à la demande croissante et justifiée par la population d'aménagement du territoire et de continuité territoriale. Cette demande populaire de service public et d'égalité territoriale doit avoir comme réponse l'arrêt immédiat et définitif de la fermeture des guichets et des gares sur l'ensemble du territoire.

Monsieur Castex, ne vous méprenez pas sur la nature et la légitimité de ces revendications. Elles ne sont ni illégitimes ni irréalistes comme tentent de le faire croire les directions successives de la SNCF et les gouvernements qui les inspirent. Ces revendications répondent à des années de mépris institutionnel, d'attaques systématiques contre nos droits statutaires et de dégradation continu de nos conditions de travail et de vie. Elles constituent la pierre angulaire de la résistance d'un corps professionnel cheminot qui souffre et qui refuse de subir plus longtemps cette logique destructrice.

Notre fédération est l'organisation syndicale qui porte le plus la volonté de montrer qu'une rupture écologique peut et doit être synonyme de progrès social. Dans ce cadre, au sein de l'Alliance Ecologique et Sociale, nos revendications sont soutenues par plusieurs collectifs et ONG. Nous sommes convaincu-es que notre secteur peut apporter une des réponses aux crises que notre société traverse, qu'elles soient sociales, environnementales, économiques ou sanitaires.

Les cheminotes et cheminots sont prêts à continuer de s'investir pleinement et avec détermination dans le développement du ferroviaire français et dans la construction d'un service public moderne et efficace. Mais cette mobilisation positive n'interviendra qu'à la condition expresse que leur engagement professionnel soit enfin reconnu à sa juste valeur, que leurs droits fondamentaux soient respectés intégralement et que l'avenir du service public ferroviaire soit définitivement garanti contre toute velléité de privatisation et de moins-disant social.

Si vous souhaitez réellement exercer vos nouvelles fonctions dans un climat social apaisé et constructif, vous devrez très rapidement vous engager dans la voie du changement que nous réclamons et construire, avec les cheminot-e-s et leurs représentant-e-s, un vrai plan d'avenir. L'heure n'est plus aux tergiversations ni aux faux-fuyants. L'avenir de la SNCF en tant que service public de qualité et la préservation du modèle ferroviaire français dans son excellence sont désormais entre vos mains. Dans le cas contraire, sachez que SUD-Rail continuera à organiser avec détermination et sans faiblesse la résistance collective et la riposte syndicale face à toute politique de régression sociale.

*Syndicalement et dans l'attente de vos engagements,
La Fédération SUD-Rail*

Votre réputation de «dialogue social», construite médiatiquement durant votre passage à la RATP puis à Matignon, sera très rapidement mise à l'épreuve des faits. Les cheminotes et cheminots ne se contenteront plus de promesses creuses ou d'effets d'annonce sans lendemain. Ils attendent des actes concrets, des engagements précis et des résultats mesurables.

Vous avez aujourd'hui l'opportunité historique de marquer une rupture définitive avec les années d'austérité et de casse systématique du service public ferroviaire français. On vous dit passionné de ferroviaire, alors vous pouvez choisir de renouer avec l'ambition d'une SNCF forte, véritablement publique, réellement unifiée et entièrement au service de l'intérêt général plutôt que des profits privés. Pour cela, il vous faudra avoir le courage politique de défendre concrètement les intérêts de votre nouvelle entreprise et de ses salariés face aux pressions constantes du gouvernement Macron et du grand patronat qui ne cessent d'exiger toujours plus de «réformes» libérales, c'est-à-dire de casse sociale et de privatisations.

Fédération SUD-Rail
38 RUE DES RENOUILLERES 93200 ST-DENIS
01 42 43 35 75 / federation@sudrail.fr

Union
syndicale
Solidaires